



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AIN

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°01-2020-086

PUBLIÉ LE 3 JUIN 2020

# Sommaire

## **01\_DDT\_Direction départementale des territoires de l'Ain**

01-2020-06-02-001 - ARRÊTÉ autorisant des interventions de destruction d'oiseaux de l'espèce *Phalacrocorax carbo-sinensis* (grand cormoran) sur les sites de nidification dans la zone d'influence de la pisciculture extensive de Dombes par les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) (5 pages)

Page 3

## **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

01-2020-05-29-007 - Arrêté n°2020-01-0022 Portant modification d'agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres de l'entreprise PRO.MED 01 (2 pages)

Page 9

01-2020-05-29-006 - Arrêté n°2020-01-0023 portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres de l'entreprise PROMED ASSISTANCE (2 pages)

Page 12

01-2020-05-29-005 - Arrêté n°2020-01-0024 portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres de l'entreprise CONTACT AMBULANCE (2 pages)

Page 15

01\_DDT\_Direction départementale des territoires de l'Ain

01-2020-06-02-001

## ARRÊTÉ

autorisant des interventions de destruction d'oiseaux de l'espèce *Phalacrocorax carbo-sinensis* (grand cormoran) sur les sites de nidification dans la zone d'influence de la pisciculture extensive de Dombes par les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB)

*Service Protection et Gestion de l'Environnement*

*Unité Faune Sauvage Pêche et Chasse*

## **ARRÊTÉ**

**autorisant des interventions de destruction d'oiseaux de l'espèce *Phalacrocorax carbo-sinensis* (grand cormoran) sur les sites de nidification dans la zone d'influence de la pisciculture extensive de Dombes par les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB)**

### **Le préfet de l'Ain**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1, L.411-2, R.331-85, R.411-1 à R.411-14 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le grand cormoran (*Phalacrocorax carbo-sinensis*) ;

Vu la loi du 24 juillet 2019 portant création de l'Office Français de la Biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement ;

Vu la demande formulée par le syndicat des propriétaires et exploitants d'étangs de la Dombes en date du 22 avril 2020 ;

Vu la mise en ligne du projet d'arrêté effectuée du 6 mai 2020 au 26 mai 2020 dans le cadre de la loi sur la participation du public ;

Vu le bilan de la consultation du public en date du 2 juin 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2019 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté du directeur départemental des territoires du 27 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière de compétences générales ;

Considérant que le maintien de la pisciculture extensive en Dombes contribue fortement à l'entretien et à la qualité des milieux naturels ;

Considérant les actions déjà menées en zone de Dombes sur la base du volontariat en faveur de la conservation des espèces sensibles et patrimoniales ainsi que les mesures favorables à la conservation des habitats, en application des politiques publiques environnementales (Natura 2000, Code de bonnes pratiques de l'étang dombiste, Mesures Agro-Environnementales Territorialisées et Mesures Aqua-Environnementales) et la poursuite de leur mise en œuvre ;

Considérant les actions engagées contre les espèces de la faune (ragondin, rat musqué) et de la flore invasives (jussie, renouée du japon, myriophylle du Brésil) préjudiciables aux équilibres des étangs ;

Considérant les dommages importants (estimés à 840 tonnes de poissons consommés par an) aux piscicultures en étang occasionnés par le grand cormoran et la dégradation de la conservation des habitats naturels en cas d'abandon de la pisciculture extensive ;

Considérant la présence identifiée de grands cormorans nichant en Dombes, par un travail partagé entre les différents acteurs (pisciculteurs, naturalistes, scientifiques) ;

Considérant les particularités de la situation locale et l'absence de solution alternative satisfaisante ;

Considérant que le dispositif d'intervention sur les sites de nidification est le même que les saisons précédentes et qu'il avait fait l'objet d'un avis favorable du conseil scientifique régional du patrimoine naturel Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant que le bilan du 30 janvier 2020 des opérations menées par l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) en 2019 a été transmis au conseil scientifique régional du patrimoine naturel Auvergne-Rhône-Alpes ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le président du syndicat des propriétaires et exploitants d'étangs de la Dombes est autorisé, après accord du propriétaire concerné, à faire procéder par les agents de l'office français de la biodiversité à la destruction par tir des couples de grands cormorans, de leurs œufs ainsi que des jeunes situés dans la zone d'influence de la pisciculture extensive de Dombes correspondant aux communes listées et cartographiées en annexe.

### **Article 2**

La période de destruction sera comprise entre la date de signature du présent arrêté et la date d'ouverture de la chasse au gibier d'eau.

### **Article 3**

Afin de préserver la nidification des autres espèces d'oiseaux d'eau située à proximité des lieux d'intervention et la conservation des habitats naturels considérés, dans le respect des dispositions du document d'objectif Natura 2000 et du code de bonnes pratiques de l'étang dombiste, les agents désignés respecteront les dispositions définies par les articles ci-dessous.

### **Article 4**

Chaque intervention sur un des sites de nidification identifié se fera après avoir analysé la phase de couvaison en privilégiant les actions de destruction au dernier stade de l'incubation.

Dans l'hypothèse où les opérations de destruction des oiseaux nicheurs n'ont pas pu être réalisées dans le cadre défini ci-dessus (réalisation partielle des interventions durant la dernière phase d'incubation, découverte d'une colonie après éclosion), des interventions exceptionnelles par tir seront conduites sur les oiseaux présents (oiseaux volants et non volants) sur les sites de reproduction. Une attention particulière sera portée lors des interventions, afin d'éviter toute souffrance animale.

### **Article 5**

Lors de la mise en œuvre des opérations de destruction, les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) devront prendre toutes les précautions afin de ne pas perturber les espèces qui nichent à proximité des zones de tirs ni compromettre l'état de conservation des espèces protégées.

Les modalités techniques d'intervention tiendront compte du meilleur choix en matière de moyen d'action : période, temps, équipement, respect des contraintes liées à la sécurité, à la protection des espèces et des habitats.

La destruction des oiseaux se fera par tir, à l'aide d'une arme à feu éventuellement équipée d'un système de visée et d'un réducteur de son dans le cas où la colonie de grand cormoran serait implantée à proximité d'autres oiseaux d'eau.

### **Article 6**

Un compte rendu d'exécution des interventions précisant :

- la localisation des sites de nidification, le dénombrement des nids et des autres espèces éventuellement présentes sur le site,
- les dates d'intervention et leur justification, le nombre d'oiseaux prélevés,
- l'évaluation de l'impact des interventions sur la colonie et sur les espèces arboricoles éventuellement associées,

- l'évaluation des moyens mis en œuvre par l'Office Français de la Biodiversité (OFB),
- l'analyse de l'efficacité des mesures mises en œuvre les années précédentes,

sera adressé au préfet qui le transmettra au Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel Auvergne-Rhône-Alpes et au ministre chargé de la transition écologique et solidaire et au ministre chargé de l'agriculture et de l'alimentation.

#### **Article 7**

Cet arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique auprès du ministre.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être elle-même déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants.

- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69003 Lyon, y compris par voie électronique via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 8**

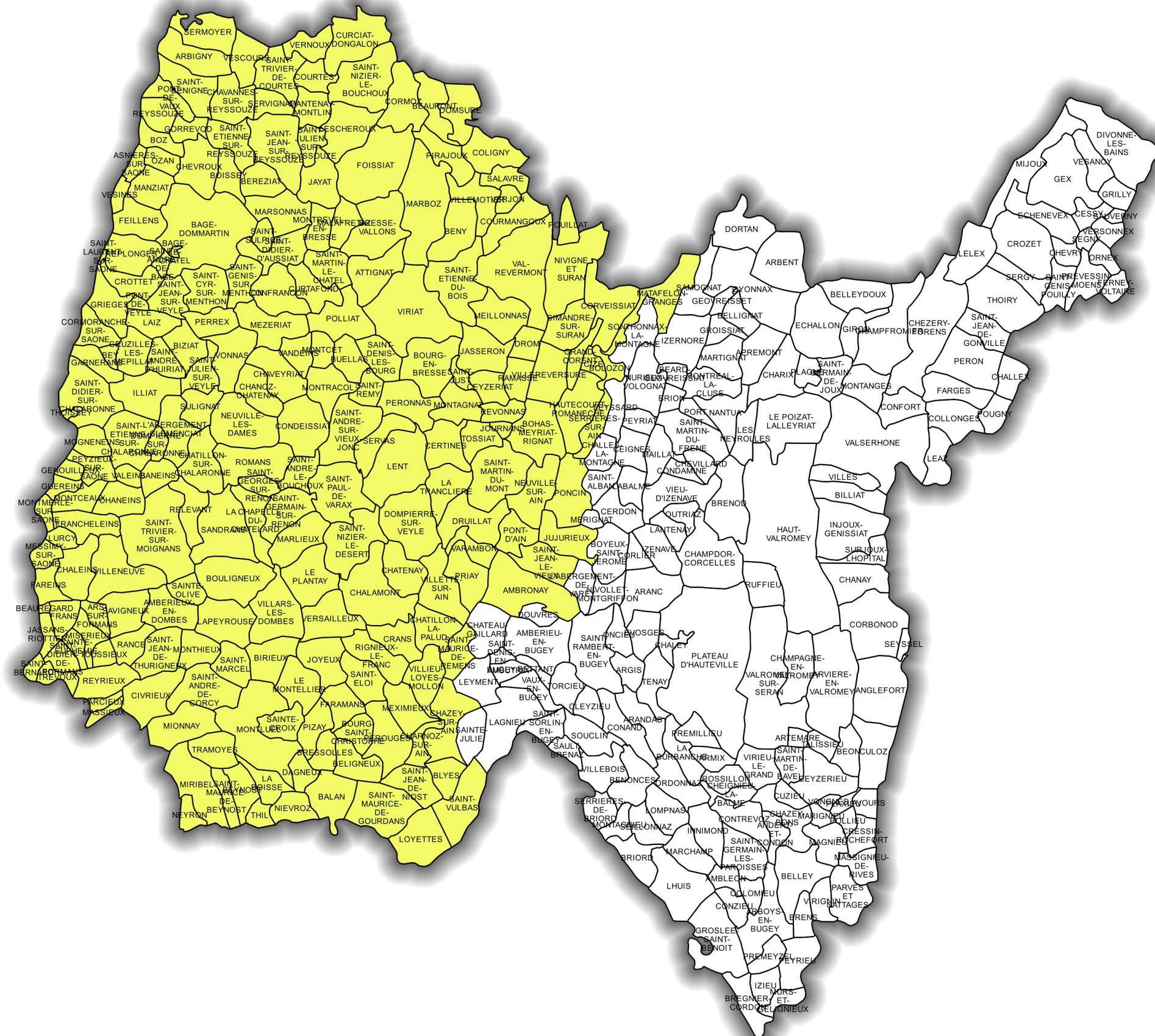
Le directeur départemental des territoires de l'Ain, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Ain et les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président du syndicat des propriétaires et exploitants d'étangs de la Dombes et publié au recueil des actes administratifs.




Fait à Bourg en Bresse, le 2 juin 2020

Le préfet,  
Par délégation du préfet,  
Par subdélégation du directeur,

Signé : Sébastien VIENOT

# Arrêté autorisant des interventions de destruction d'oiseaux de l'espèce *Phalacrocorax carbo-sinensis* (grand cormoran) sur les sites de nidification dans la zone d'influence de la pisciculture extensive de Dombes par les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) - Annexe



-  Limite départementale
-  Limite communale
-  Zone d'influence

0 10 20 km



# Arrêté autorisant des interventions de destruction d'oiseaux de l'espèce *Phalacrocorax carbo-sinensis* (grand cormoran) sur les sites de nidification dans la zone d'influence de la pisciculture extensive de Dombes par les agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) - Annexe

## Liste des communes dans la zone d'influence

| Code INSEE | COMMUNE                  | Code INSEE_1 | COMMUNE_1                | Code INSEE_2 | COMMUNE_2            | Code INSEE_3 | COMMUNE_3                     | Code INSEE_4 | COMMUNE_4                  |
|------------|--------------------------|--------------|--------------------------|--------------|----------------------|--------------|-------------------------------|--------------|----------------------------|
| 01001      | L'ABERGEMENT-CLEMENCIAT  | 01105        | CIVRIEUX                 | 01224        | LOYETTES             | 01304        | PONT-D'AIN                    | 01376        | SAINT-MAURICE-DE-BEYNOST   |
| 01005      | AMBERIEUX-EN-DOBES       | 01106        | CIZE                     | 01225        | LURCY                | 01305        | PONT-DE-VAUX                  | 01378        | SAINT-MAURICE-DE-GOURDANS  |
| 01007      | AMBRONAY                 | 01108        | COLIGNY                  | 01229        | MALAFRETAZ           | 01314        | PRIAY                         | 01379        | SAINT-MAURICE-DE-REMENS    |
| 01016      | ARBIGNY                  | 01113        | CONDEISSIAT              | 01230        | MANTENAY-MONTLIN     | 01317        | RAMASSE                       | 01380        | SAINT-NIZIER-LE-BOUCHOUX   |
| 01021      | ARS-SUR-FORMANS          | 01115        | CONFRANCON               | 01231        | MANZIAT              | 01318        | RANCE                         | 01381        | SAINT-NIZIER-LE-DESERT     |
| 01023      | ASNIERES-SUR-SAONE       | 01123        | CORMORANCHE-SUR-SAONE    | 01232        | MARBOZ               | 01319        | RELEVANT                      | 01382        | SAINTE-OLIVE               |
| 01024      | ATTIGNAT                 | 01124        | CORMOZ                   | 01235        | MARLIEUX             | 01320        | REPLONGES                     | 01383        | SAINT-PAUL-DE-VARAX        |
| 01025      | BAGE-DOMMARTIN           | 01125        | CORVEISSIAT              | 01236        | MARSONNAS            | 01321        | REYSSOUZE                     | 01385        | SAINT-REMY                 |
| 01026      | BAGE-LE-CHATEL           | 01127        | COURMANGOUX              | 01238        | MASSIEUX             | 01322        | REYRIEUX                      | 01387        | SAINT-SULPICE              |
| 01027      | BALAN                    | 01128        | COURTES                  | 01240        | MATAFELON-GRANGES    | 01323        | REYSSOUZE                     | 01388        | SAINT-TRIVIER-DE-COURTES   |
| 01028      | BANEINS                  | 01129        | CRANS                    | 01241        | MEILLONNAS           | 01325        | RIGNIEUX-LE-FRANC             | 01389        | SAINT-TRIVIER-SUR-MOIGNANS |
| 01029      | BEAUPONT                 | 01130        | BRESSE-VALLONS           | 01243        | MESSIMY-SUR-SAONE    | 01328        | ROMANS                        | 01390        | SAINT-VULBAS               |
| 01030      | BEAUREGARD               | 01134        | CROTTET                  | 01244        | MEXIMIEUX            | 01332        | SAINT-ANDRE-DE-BAGE           | 01391        | SALAVRE                    |
| 01032      | BELIGNEUX                | 01136        | CRUZILLES-LES-MEPILLAT   | 01245        | BOHAS-MEYRIAT-RIGNAT | 01333        | SAINT-ANDRE-DE-CORCY          | 01393        | SANDRANS                   |
| 01038      | BENY                     | 01139        | CURCIAT-DONGALON         | 01246        | MEZERIAT             | 01334        | SAINT-ANDRE-D'HUIRIAT         | 01398        | SAVIGNEUX                  |
| 01040      | BEREZIAT                 | 01140        | CURTAFOND                | 01248        | MIONNAY              | 01335        | SAINT-ANDRE-LE-BOUCHOUX       | 01402        | SERMOYER                   |
| 01042      | BEY                      | 01142        | DAGNEUX                  | 01249        | MIRIBEL              | 01336        | SAINT-ANDRE-SUR-VIEUX-JONC    | 01404        | SERRIERES-SUR-AIN          |
| 01043      | BEYNOST                  | 01145        | DOMPIERRE-SUR-VEYLE      | 01250        | MISERIEUX            | 01337        | SAINT-BENIGNE                 | 01405        | SERVAS                     |
| 01045      | BIRIEUX                  | 01146        | DOMPIERRE-SUR-CHALARONNE | 01252        | MOGNEINEINS          | 01339        | SAINT-BERNARD                 | 01406        | SERVIGNAT                  |
| 01046      | BIZIAT                   | 01147        | DOMSURE                  | 01254        | MONTAGNAT            | 01342        | SAINTE-CROIX                  | 01408        | SIMANDRE-SUR-SURAN         |
| 01047      | BLYES                    | 01150        | DROM                     | 01258        | MONTCEAUX            | 01343        | SAINT-CYR-SUR-MENTHON         | 01412        | SULIGNAT                   |
| 01049      | LA BOISSE                | 01151        | DRUILLAT                 | 01259        | MONTCET              | 01344        | SAINT-DENIS-LES-BOURG         | 01418        | THIL                       |
| 01050      | BOISSEY                  | 01156        | FARAMANS                 | 01260        | LE MONTELLIER        | 01346        | SAINT-DIDIER-D'AUSIAT         | 01420        | THOISSEY                   |
| 01051      | BOLOZON                  | 01157        | FAREINS                  | 01261        | MONTHIEUX            | 01347        | SAINT-DIDIER-DE-FORMANS       | 01422        | TOSSIAT                    |
| 01052      | BOULIGNEUX               | 01159        | FEILLENS                 | 01262        | MONTLUEL             | 01348        | SAINT-DIDIER-SUR-CHALARONNE   | 01423        | TOUSSIEUX                  |
| 01053      | BOURG-EN-BRESSE          | 01163        | FOISSIAT                 | 01263        | MONTMERLE-SUR-SAONE  | 01349        | SAINTE-ELOI                   | 01424        | TRAMOYES                   |
| 01054      | BOURG-SAINT-CHRISTOPHE   | 01165        | FRANCHELEINS             | 01264        | MONTRACOL            | 01350        | SAINTE-ETIENNE-DU-BOIS        | 01425        | LA TRANCLIERE              |
| 01057      | BOZ                      | 01166        | FRANS                    | 01266        | MONTREVEL-EN-BRESSE  | 01351        | SAINTE-ETIENNE-SUR-CHALARONNE | 01426        | VAL-REVERMONT              |
| 01062      | BRESSOLLES               | 01167        | GARNERANS                | 01272        | NEUVILLE-LES-DAMES   | 01352        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01427        | TREVOUX                    |
| 01065      | BUELLAS                  | 01169        | GENOUILLEUX              | 01273        | NEUVILLE-SUR-AIN     | 01353        | SAINTE-EUPHEMIE               | 01428        | VALEINS                    |
| 01069      | CERTINES                 | 01175        | GORREVOD                 | 01275        | NEYRON               | 01355        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01429        | VANDEINS                   |
| 01072      | CEYZERIAT                | 01177        | GRAND-CORENT             | 01276        | NIEVROZ              | 01356        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01430        | VARAMBON                   |
| 01074      | CHALAMONT                | 01179        | GRIEGES                  | 01284        | OZAN                 | 01359        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01432        | VERJON                     |
| 01075      | CHALEINS                 | 01183        | GUEREINS                 | 01285        | PARCIEUX             | 01361        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01433        | VERNOUX                    |
| 01083      | CHANEINS                 | 01184        | HAUTECOURT-ROMANECH      | 01289        | PERONNAS             | 01362        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01434        | VERSAILLEUX                |
| 01084      | CHANOZ-CHATENAY          | 01188        | ILLIAT                   | 01290        | PEROUGES             | 01363        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01437        | VESCOURS                   |
| 01085      | LA CHAPELLE-DU-CHATELARD | 01194        | JASSANS-RIOTTIER         | 01291        | PERREX               | 01364        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01439        | VESINES                    |
| 01088      | CHARNOZ-SUR-AIN          | 01195        | JASSERON                 | 01295        | PEYZIEUX-SUR-SAONE   | 01365        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01443        | VILLARS-LES-DOBES          |
| 01090      | CHATENAY                 | 01196        | JAYAT                    | 01296        | PIRAJOUX             | 01367        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01445        | VILLEMOTIER                |
| 01092      | CHATILLON-LA-PALUD       | 01197        | JOURNANS                 | 01297        | PIZAY                | 01368        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01446        | VILLENEUVE                 |
| 01093      | CHATILLON-SUR-CHALARONNE | 01198        | JOYEUX                   | 01299        | LE PLANTAY           | 01369        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01447        | VILLEREVERSURE             |
| 01094      | CHAVANNES-SUR-REYSSOUZE  | 01199        | JUJURIEUX                | 01301        | POLLIAT              | 01370        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01449        | VILLETTE-SUR-AIN           |
| 01095      | NIVIGNE ET SURAN         | 01203        | LAIZ                     | 01303        | PONCIN               | 01371        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01450        | VILLIEU-LOYES-MOLLON       |
| 01096      | CHAVEYRIAT               | 01207        | LAPEYROUSE               | 01306        | PONT-DE-VEYLE        | 01374        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01451        | VIRIAT                     |
| 01099      | CHAZEY-SUR-AIN           | 01211        | LENT                     | 01309        | POUILLAT             | 01375        | SAINTE-ETIENNE-SUR-REYSSOUZE  | 01457        | VONNAS                     |
| 01102      | CHEVROUX                 | 01212        | LESCHEIROUX              |              |                      |              |                               |              |                            |



84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

01-2020-05-29-007

Arrêté n°2020-01-0022

Portant modification d'agrément pour effectuer des  
transports sanitaires terrestres de l'entreprise PRO.MED 01

Arrêté n°2020-01-0022

**Portant modification d'agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres de l'entreprise PRO.MED 01**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6312-1 à L 6313-1 et R 6312-1 à R 6314-6 ;

**Vu** l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié, relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**Vu** l'arrêté n° 2019-17-0688 du directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes du 28 décembre 2019 pris en application du décret n° 2017-1862 du 29 décembre 2017 portant droit à dérogation, à titre expérimental, au directeur général de l'agence régionale de santé, à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires fixée par l'arrêté du 21 décembre 1987 ;

Considérant que suite à l'acte de vente sous seing privé du 21 mai 2020 entre la SAS PRO.MED 01 et la SAS CONTACT AMBULANCE, la SAS PRO.MED 01 cède à la SAS CONTACT AMBULANCE deux véhicules autorisés, une ambulance et un véhicule sanitaire léger ; qu'en conséquence la SAS PRO.MED 01 ne possède plus que deux véhicules de catégorie A ou C ;

**ARRETE**

**Article 1** : L'agrément 01-143 pour effectuer des transports sanitaires terrestres sur prescription médicale et dans le cadre de l'aide médicale urgente délivré à la :

**SAS PRO.MED 01**  
**3 rue Victor Hugo**  
**01500 SAINT DENIS EN BUGEY**  
**Présidente Madame CHALANÇON Sonia**

est modifié comme mentionné dans l'article 3.

**Article 2** : l'agrément est délivré pour l'implantation suivante :  
secteur 8 – AMBERIEU-EN-BUGEY  
41 rue de la République – 01500 SAINT DENIS EN BUGEY

**Article 3** : les deux véhicules de catégorie A ou C associés à l'implantation font l'objet d'une décision d'autorisation de mise en service conformément aux dispositions de l'article L.6312-4 du code de santé publique.

**Article 4** : toutes les modifications apportées aux éléments constitutifs du dossier sont communiquées sans délai à l'agence régionale de santé, qui s'assure qu'elles ne remettent pas en cause l'agrément. (article 4 arrêté 21

décembre 1987)

La personne titulaire de l'agrément doit porter sans délai à la connaissance de l'agence régionale de santé,

- toutes modifications au regard des caractéristiques et installations, toute mise hors service, cession ou modification des véhicules indiqués,
- toute embauche de nouveau personnel,
- toute cessation de fonctions d'un ou plusieurs membres de leur personnel,
- toute obtention par le personnel de diplôme relatif à la profession.

La liste des membres du personnel composant l'équipe est adressée au moins annuellement à l'ARS et le cas échéant lors de toute modification (article R 6312-17 du CSP).

**Article 5** : En cas de manquement aux obligations légales et réglementaires, l'agrément peut faire l'objet d'une suspension ou d'un retrait par décision motivée du directeur régional de l'agence régionale de santé.

**Article 6** : le présent arrêté annule et remplace l'arrêté 2020-01-0015 du 20 mars 2020 du directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes portant modification d'agrément pour effectuer des transports sanitaires de la SAS PRO.MED 01.

**Article 7** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire et de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 8** : la directrice départementale de l'Ain est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la préfecture du département de l'Ain.

Fait à Bourg en Bresse, le 29 mai 2020

Pour le directeur général et par délégation  
Pour la directrice départementale de l'Ain  
Agnès GAUDILLAT, responsable service offre  
soins hospitalière

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

01-2020-05-29-006

Arrêté n°2020-01-0023 portant agrément pour effectuer  
des transports sanitaires terrestres de l'entreprise  
**PROMED ASSISTANCE**

Arrêté n°2020-01-0023

**Portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres de l'entreprise PROMED ASSISTANCE**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6312-1 à L 6313-1 et R 6312-1 à R 6314-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié, relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**Vu** l'arrêté n° 2019-17-0688 du directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes du 28 décembre 2019 pris en application du décret n° 2017-1862 du 29 décembre 2017 portant droit à dérogation, à titre expérimental, au directeur général de l'agence régionale de santé, à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires fixée par l'arrêté du 21 décembre 1987 ;

**Considérant** que le dossier de demande d'agrément a été déclaré complet ;

**Considérant** les statuts de la SAS PROMED ASSISTANCE enregistrés le 30 avril 2020 ;

**Considérant** l'état nominatif précisant la qualification des personnes constituant les équipages des véhicules autorisés ;

**Considérant** la déclaration sur l'honneur attestant que l'installation matérielle de l'implantation est conforme;

**ARRETE**

**Article 1** : un agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres sur prescription médicale et dans le cadre de l'aide médicale urgente est délivré à :

**PROMED ASSISTANCE**

**Responsable Madame CHALANÇON Sonia**

3, Victor Hugo

01500 SAINT-DENIS-EN-BUGEY

Sous le numéro : **01-163**

**Article 2** : l'agrément est délivré pour l'implantation suivante :

- 41, rue de la République – 01500 SAINT-DENIS-EN-BUGEY – secteur de garde 8 – Ambérieu-en-Bugey

**Article 3** : les trois ambulances et les deux véhicules sanitaires légers associés à chaque implantation font l'objet d'une décision d'autorisation de mise en service conformément aux dispositions de l'article L.6312-4 du code de santé publique.

**Article 4** : Toutes les modifications apportées aux éléments constitutifs du dossier sont communiquées sans délai à l'agence régionale de santé, qui s'assure qu'elles ne remettent pas en cause l'agrément (article 4 arrêté 21 décembre 1987)

La personne titulaire de l'agrément doit porter sans délai à la connaissance de l'agence régionale de santé,

- toutes modifications au regard des caractéristiques et installations, toute mise hors service, cession ou modification des véhicules indiqués,
- toute embauche de nouveau personnel,
- toute cessation de fonctions d'un ou plusieurs membres de leur personnel,
- toute obtention par le personnel de diplôme relatif à la profession.

La liste des membres du personnel composant l'équipe est adressée au moins annuellement à l'ARS et le cas échéant lors de toute modification (article R.6312-17 CSP)

**Article 5** : En cas de manquement aux obligations légales et réglementaires, l'agrément peut faire l'objet d'une suspension ou d'un retrait par décision motivée du directeur régional de l'agence régionale de santé.

**Article 6** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire et de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 7** : La directrice de la délégation départementale de l'Ain est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la préfecture du département de l'Ain.

Fait à Bourg en Bresse, le 29 mai 2020

Pour le directeur général et par délégation  
Pour la directrice départementale de l'AIN  
Agnès GAUDILLAT, responsable offre de soins  
hospitalière

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

01-2020-05-29-005

Arrêté n°2020-01-0024 portant agrément pour effectuer  
des transports sanitaires terrestres de l'entreprise  
CONTACT AMBULANCE

Arrêté n°2020-01-0024

**Portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres de l'entreprise CONTACT AMBULANCE**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6312-1 à L 6313-1 et R 6312-1 à R 6314-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié, relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**Vu** l'arrêté n° 2019-17-0688 du directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes du 28 décembre 2019 pris en application du décret n° 2017-1862 du 29 décembre 2017 portant droit à dérogation, à titre expérimental, au directeur général de l'agence régionale de santé, à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires fixée par l'arrêté du 21 décembre 1987 ;

**Considérant** que le dossier de demande d'agrément a été déclaré complet ;

**Considérant** les statuts de la SAS CONTACT AMBULANCE enregistrés le 5 novembre 2018 ;

**Considérant** l'état nominatif précisant la qualification des personnes constituant les équipages des véhicules autorisés ;

**Considérant** la déclaration sur l'honneur attestant que l'installation matérielle de l'implantation est conforme;

**ARRETE**

**Article 1** : un agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres sur prescription médicale et dans le cadre de l'aide médicale urgente est délivré à :

**CONTACT AMBULANCE**  
**Présidente Madame CHALANÇON Sonia**  
41, rue de la République  
01500 SAINT-DENIS-EN-BUGEY  
Sous le numéro : **01-164**



**Article 2** : l'agrément est délivré pour l'implantation suivante :

- 41, rue de la République – 01500 SAINT-DENIS-EN-BUGEY – secteur de garde 8 – Ambérieu-en-Bugey

**Article 3** : l'ambulance et le véhicule sanitaire léger associés à chaque implantation font l'objet d'une décision d'autorisation de mise en service conformément aux dispositions de l'article L.6312-4 du code de santé publique.

**Article 4** : Toutes les modifications apportées aux éléments constitutifs du dossier sont communiquées sans délai à l'agence régionale de santé, qui s'assure qu'elles ne remettent pas en cause l'agrément (article 4 arrêté 21 décembre 1987)

La personne titulaire de l'agrément doit porter sans délai à la connaissance de l'agence régionale de santé,

- toutes modifications au regard des caractéristiques et installations, toute mise hors service, cession ou modification des véhicules indiqués,
- toute embauche de nouveau personnel,
- toute cessation de fonctions d'un ou plusieurs membres de leur personnel,
- toute obtention par le personnel de diplôme relatif à la profession.

La liste des membres du personnel composant l'équipe est adressée au moins annuellement à l'ARS et le cas échéant lors de toute modification (article R.6312-17 CSP)

**Article 5** : En cas de manquement aux obligations légales et réglementaires, l'agrément peut faire l'objet d'une suspension ou d'un retrait par décision motivée du directeur régional de l'agence régionale de santé.

**Article 6** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire et de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 7** : La directrice de la délégation départementale de l'Ain est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la préfecture du département de l'Ain.

Fait à Bourg en Bresse, le 29 mai 2020

Pour le directeur général et par délégation  
Pour la directrice départementale de l'AIN  
Agnès GAUDILLAT, responsable offre de soins  
hospitalière